



"Notre challenge est de faire jouer pleinement au Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement son rôle de Pivot et de Sentinelle du développement national."

VPM Guylain Nyembo, 27 Juin 2024

Que ça soit à l'Annual Investment Meeting (AIM) d'Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis, ou lors du Forum économique RDC-Japon, à Tokyo au Japon, où il a conduit durant le deuxième trimestre 2025, une série de missions stratégiques pour le compte de la République, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a tissé des liens de confiance avec de nombreux investisseurs, intéressés par les opportunités économiques qu'offre la République Démocratique du Congo.

La croisade internationale de Guylain Nyembo pour attirer les investisseurs vers la RDC

Lire articles pp 4, 5, 7, 10



SOMMAIRE

• Budget-Programme

Validation de la politique sectorielle pour une gestion axée sur les résultats, une première au Ministère du Plan et de la CAD

P. 4

• RGPH-2

La RDC affine les préparatifs du recensement général avec l'appui de l'UNFPA

PP. 11-12

• Assemblée Nationale

« Le PDL-145T ne fait que commencer. L'impact réel est à venir... », Guylain Nyembo

P. 14

• Gouvernement

Adoption du SISAG, le nouvel outil de suivi des actions publiques

P. 16

ÉDITORIAL

Investir en RDC : une croisade de conviction et d'engagement

La République Démocratique du Congo (RDC) est en marche. Portée par une vision de transformation structurelle et guidée par l'ambition d'un développement inclusif, notre nation se positionne aujourd'hui comme une terre d'opportunités, une destination incontournable pour les investissements durables.

C'est dans cet esprit que j'ai conduit, au nom du Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, sous la conduite de son Excellence Judith Suminwa Tuluka, Première Ministre et Cheffe du gouvernement, une série de missions stratégiques à l'international. D'Abu Dhabi à Tokyo, en passant par les grandes plateformes de dialogue économique mondial, nous avons porté haut la voix de la RDC, mettant en lumière son potentiel économique, ses réformes ambitieuses et sa volonté d'ériger un climat des affaires propice à la création de valeur partagée.

À l'Annual Investment Meeting (AIM) d'Abu Dhabi, nous avons affirmé l'engagement de la RDC à renforcer ses partenariats publics-privés, à promouvoir la diversification de son économie et à accélérer l'intégration régionale.

À Tokyo, lors du Forum économique RDC-Japon, nous avons tissé des liens de confiance avec les investisseurs nippons, en insistant sur les secteurs prioritaires — infrastructures, agriculture, énergie, mines durables, digitalisation, et industrialisation locale.

Ces rencontres ne sont pas de simples étapes protocolaires. Elles sont le prolongement concret de notre croisade pour le développement, un mouvement coordonné pour mobiliser les capitaux, les savoir-faire, et les solutions innovantes qui permettront à la RDC de répondre aux aspirations légitimes de son peuple.

Aux investisseurs, nous disons : venez co-construire le futur avec nous. La RDC n'est pas seulement riche en ressources naturelles. Elle est riche de sa jeunesse, de son dynamisme, de sa position géostratégique, et surtout de sa volonté de bâtir un avenir fondé sur des partenariats transparents, équilibrés et résilients.

À travers le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), le compact de résilience du gouvernement et les réformes de notre architecture économique, nous traçons une trajectoire claire : celle d'un État fort, planificateur, facilitateur et catalyseur de la croissance.

Plus que jamais, la RDC ouvre ses portes et tend la main. Ensemble, faisons de l'investissement une cause partagée, un acte de foi, et un levier de transformation durable pour notre pays.

**Guylain
Nyembo Mbwizya**

Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan
et de la Coordination de l'Aide au
Développement

• Budget-Programme

Validation technique de la politique sectorielle pour une gestion axée sur les résultats, une première au Ministère du Plan et CAD

Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a procédé, le 03 avril 2025, à la validation technique de la Politique sectorielle pour une gestion axée sur les résultats.



Il s'agit d'une grande première dans l'histoire du ministère, qui marque une avancée majeure vers une gestion plus efficace des dépenses publiques, en phase avec la réforme engagée par la République Démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de Budget-Programme.

Lors de l'atelier de validation, le VPM Guylain Nyembo avait souligné l'importance de la migration de la RDC du «Budget de moyens» vers le «Budget-Programme».

« Ce mode de gestion budgétaire offre de nombreux avantages, notamment une meilleure gestion des finances publiques axée sur les résultats, ou encore une meilleure affectation des ressources aux actions publiques essentielles », avait-il déclaré. Ce changement structurel impose à chaque Ministère de définir une politique sectorielle claire, accompagnée d'un Plan d'actions prioritaires.

Long cheminement

L'élaboration de cette politique sectorielle a connu un long cheminement. Depuis 2019, le Ministère du Plan & CAD a mené un diagnostic approfondi, impliquant toutes les parties prenantes, notamment les structures et services placés sous sa tutelle. L'objectif était de définir une vision stratégique cohérente, alignée sur les grandes orientations du Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

Ce travail a abouti à l'identification de trois grands axes d'intervention, traduits en programmes ministériels :



- Programme Administration Générale : Renforcement des capacités institutionnelles et modernisation du fonctionnement du ministère ;
- Programme Étude et Planification du Développement : Mise en place d'outils et des mécanismes performants pour la planification du développement économique et social ;
- Programme Investissement et Partenariat pour le Développement : Promotion des investissements publics et privés pour stimuler la croissance et la coopération internationale. Cette structuration vise à garantir une allocation efficace des ressources, en mettant en avant les priorités stratégiques du gouvernement.

A Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis), Guylain Nyembo mobilise les investisseurs : « **La RDC, terre d'investissement où se jouent le présent et le futur de la planète.** »

Le Vice-Premier Ministre Guylain Nyembo a joué un rôle important lors de la 14^{ème} Rencontre annuelle de l'Investissement (AIM 2025), tenue du 7 au 9 avril à Abu Dhabi aux Émirats Arabes Unis.



Accompagnant la Première Ministre, Judith Suminwa Tuluka à ce rendez-vous annuel de premier plan dédié à l'investissement au niveau mondial, il a mis lors de ses différentes interventions, un accent particulier sur les efforts du Gouvernement pour améliorer le climat des affaires, afin d'attirer le plus d'investisseurs possible au pays.

En tant qu'Autorité de tutelle et responsable direct des questions des investissements et de l'assainissement du climat des affaires au sein du gouvernement, Guylain Nyembo a en effet pris part, le 7 avril, au panel sur

la thématique « *Intégration économique régionale et IDE : renforcer les investissements transfrontaliers en Afrique* » ; et le 8 avril, jour dédié à la présentation Pays, il a rassuré les investisseurs sur la sécurité juridique et judiciaire des investissements en RDC, cela grâce à la nouvelle Feuille de route des réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires.

Mobiliser des financements pour le PNSD

Et le 9 avril, lors de la matinée consacrée aux « *opportunités d'investissements*,

présentation des projets en quête de financement en RDC », le VPM a lancé un vibrant appel aux décideurs politiques et investisseurs internationaux à faire le bon choix d'investir en RDC. « La RDC est une terre d'investissements. C'est là que le présent et l'avenir de notre planète se jouent, leur a-t-il dit. Je vous encourage donc à considérer ce beau pays non seulement comme une opportunité d'investissement, mais aussi comme un partenaire stratégique pour un avenir prospère. »

Aux potentiels investisseurs, Guylain Nyembo a rappelé les grandes lignes de la politique générale du gouvernement de la RDC, qui repose sur le Programme National Stratégique de Développement (PNSD), et les défis de sa mise en œuvre. Le coût global de ce programme s'élève à 94,30 milliards de dollars US pour la période 2024-2028.

« Le gouvernement est prêt à financer 54% de ce montant global, alors qu'il doit mobiliser des ressources additionnelles

pour combler le gap de financement des 46% restants », a-t-il expliqué.



Invitation à la Conférence des investisseurs et bailleurs de fonds

Pour s'assurer que les ressources additionnelles nécessaires seront mobilisées afin de garantir la mise en œuvre effective et dans le délai programmé, du PNSD, Guylain Nyembo a annoncé à cette occasion, l'organisation par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, de la Conférence des investisseurs et des bailleurs de fonds au second semestre 2025.

« Tous les potentiels et opportunités stratégiques d'investissement en RDC, notamment les nouvelles dynamiques de marché, les secteurs en pleine croissance seront présentés à cette occasion », a assuré Guylain Nyembo.

Parmi ces secteurs, les transports, la technologie et l'innovation numérique, les infrastructures routières et énergétiques, les Mines et Hydrocarbures, le Tourisme, le Commerce, l'Environnement, l'Industrie et l'Agriculture. « Sont attendus à ce rendez-vous, les investisseurs, les bailleurs de fonds, les partenaires de développement de tous les horizons avec qui le gouvernement va librement négocier et définir les cadres conceptuel, juridique et financier de collaboration à intervenir, a ajouté Guylain Nyembo. Des Mémoires d'Entente (MoU) seront signés à cet effet, pour le processus des conclusions futures des partenariats mutuellement bénéfiques. »

• Abu Dhabi Trois audiences à des groupes d'investisseurs

Dans son agenda à Abu Dhabi, Guylain Nyembo a accordé des audiences à trois délégations.



La première à un groupe d'investisseurs émiratis conduit par le Secrétaire Général de la Fédération des chambres de commerce et de l'industrie des Emirats Arabes Unis, H.E. Humaid Mohamed Ben Salem, venus s'informer sur les opportunités d'investissement dans le secteur privé en RDC ; la deuxième au fondateur de MediaStream, une société autrichienne spécialisée dans le contrôle des jeux de hasard ; la dernière audience au

Ministre arménien de l'Economie, Gevorg Papoyan, dont le pays est intéressé par le secteur des mines.

Distinctions pour la RDC

La RDC a par ailleurs été honorée, lors de ce Congrès AIM 2025, par deux grandes distinctions. L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAP) a en effet reçu, au cours d'une soirée de Gala organisée le 7 avril, le prix de « Meilleure Agence de promotion des investissements » en Afrique centrale et de l'Ouest. Ce prix récompense le projet « Open Access Data Center Tefax Digital DRC SA », soumis par l'ANAPI.

Il s'agit du premier centre de données haut de gamme de niveau III opérationnel à Kinshasa, une infrastructure stratégique qui marque une avancée majeure dans la transformation digitale et l'attractivité économique en RDC.

La deuxième distinction spéciale a été attribuée à la RDC pour sa régularité et son engagement dans les réunions annuelles de l'IAM.



Ce prix a été remis à la Première Ministre pour marquer le rôle majeur du pays dans le dialogue international sur les investissements. Les deux récompenses reflètent l'engagement du gouvernement à faire de la RDC une terre d'innovation, d'investissement et de transformation économique durable.

Présentation de nouveaux outils de programmation du PIP 2026-2028

Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a présenté, le 10 avril 2025, au Salon Rouge de l'Immeuble du Gouvernement à Kinshasa, les nouveaux outils de programmation du PIP (Programme d'Investissement Public) 2026-2028.



Il s'agit du Décret n°23/18 du 31 mai 2023 qui définit le cadre juridique de gestion des investissements publics (de l'identification à l'audit des projets) ; de la Circulaire annuelle fixant les orientations pour la préparation des prévisions des dépenses en capital, avec un accent sur les projets structurants

qui favorisent la Formation Brute du Capital Fixe ; de la Fiche projet révisée, enrichie d'indicateurs environnementaux et climatiques ; et, à venir, du Manuel des procédures pour guider les services techniques dans la sélection rigoureuse des projets, en phase avec les priorités de développement.

Des outils en cohérence avec le PNSD

« La présentation de ces outils s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la sélection et de la priorisation des projets d'investissements publics », avait déclaré Daniel Epembe, Secrétaire Général du ministère, à l'ouverture de cette réunion qui avait regroupé les Directeurs-chefs des services d'études et de Planification des ministères sectoriels, et d'autres parties prenantes. Ces outils sont en cohérence avec les grandes orientations du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028.



Daniel Epembe avait appelé les parties prenantes à l'appropriation pleine et entière de ces outils, saluant au passage l'engagement des services d'études et de planification, acteurs clés dans la construction d'un portefeuille de projets aligné sur les ambitions de croissance durable de la République Démocratique du Congo. « Le succès du PIP dépend de la qualité du processus de planification. Il faut s'assurer que chaque projet retenu réponde véritablement aux besoins prioritaires du pays », avait-il conclu.

• **Coopération**

Guylain Nyembo échange avec la BAD, des priorités d'aide au développement dans un contexte de crise à l'Est

Le VPM Guylain Nyembo a échangé, le 17 avril 2025, avec une délégation de la Banque Africaine de Développement (BAD) conduite par son Directeur-pays en République Démocratique du Congo (RDC), Solomane Koné, au sujet de la réorientation stratégique des priorités de l'appui au développement, dans un contexte marqué par une forte vulnérabilité, notamment l'agression rwandaise dans l'est du pays.

La délégation venait particulièrement recueillir l'avis du gouvernement sur les axes d'intervention de la BAD et explorer de nouvelles pistes de résilience, en intégrant les dimensions humanitaires, sociales, économiques et sécuritaires. « Les priorités restent les mêmes, mais il y a lieu de prendre en compte la situation d'extrême fragilité actuelle, pour soulager les populations et leur donner la possibilité de s'épanouir économiquement et socialement », avait indiqué Solomane Koné.



Les échanges étaient focalisés sur l'adaptation des approches en matière d'aide humanitaire, de développement durable et de promotion de la paix. Guylain Nyembo a salué à cette occasion, l'engagement constant de la BAD en faveur du progrès en RDC, et réaffirmé la nécessité d'une flexibilité accrue des partenaires techniques et financiers (PTF) dans un contexte aussi complexe.

• Forum économique Japon-RDC

Financement du PNSD : « Le Japon a une place privilégiée en RDC, terre d'investissement », Guylain Nyembo, Tokyo (Japon)

Le Vice-Premier Ministre Guylain Nyembo a participé, du 21 au 22 avril 2025, au «Forum économique Japon-République Démocratique du Congo (RDC)», tenu à l'Université des Nations unies à Tokyo, capitale du Japon. Ce Forum avait pour objectif de renforcer la coopération économique et diplomatique entre les deux pays, et de rechercher des investissements pour accompagner le gouvernement de la RDC dans la mise en œuvre du PNSD.

visant à traduire en actions la vision de Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République, Chef l'État », a déclaré le VPM.

Mobiliser les ressources pour le PNSD

Pour la mise en œuvre de ce programme dont le coût s'élève à 94,30 milliards UDS, Guylain Nyembo a expliqué aux partenaires et investisseurs potentiels que les financements prévisibles sont estimés à 50,55 milliards USD, soit

53,60% du coût total, dégageant un gap de 43,76 milliards USD, soit 46,40% des besoins de financement que le Gouvernement devrait mobiliser.

Le VPM a répété à cette occasion son message favori, que la RDC est une "terre

d'investissement où se jouent le présent et l'avenir de la planète." *« C'est maintenant le bon moment de prendre le risque afin de profiter de nombreuses opportunités, car la concurrence s'annonce rude. Le Japon a donc sa place et je dirai une place privilégiée dans cette course, et ma présence ici s'inscrit dans une dynamique de partenariat stratégique avec les bailleurs et investisseurs japonais, afin de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce programme ambitieux [PNSD]. »*



En sa qualité de responsable direct au niveau du Gouvernement des questions des investissements et de l'assainissement de l'environnement des affaires, Guylain Nyembo a rassuré quant à la sécurité juridique et judiciaire des investisseurs en RDC. Il a pris l'engagement de jouer pleinement son rôle, solidairement avec l'Exécutif, pour assurer un suivi efficace de la nouvelle Feuille de route des réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires en RDC.

Invitation à la Conférence des investisseurs et bailleurs de fonds

Il a alors annoncé la tenue en RDC, de la Conférence des investisseurs et des bailleurs de fonds, prévue au second semestre 2025. L'objectif de ce forum est de mobiliser les ressources nécessaires pour la réalisation de divers projets de grande envergure en RDC. « Vous y êtes d'ores et déjà invités », a conclu Guylain Nyembo, désignant l'Ambassadeur de la RDC au Japon, Likumwenda Nsenda, comme point focal pour les informations liées à l'évolution des préparatifs de cette conférence et des modalités de participation.

Intervenant à l'ouverture du forum de Tokyo, le 21 avril, Guylain Nyembo a prononcé un important discours sur les «Défis de financement du Programme National Stratégique de Développement (PNSD) et opportunités pour la Coopération avec le Japon.» Il a indiqué à ce sujet que la mobilisation des investisseurs, nationaux et étrangers, était un vrai défi pour la RDC.

« Ce défi est au cœur de l'action du Gouvernement qui a doté le pays du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) couvrant la période 2024-2028,

Un forum de réchauffement des relations Japon-RDC

Le Forum de Tokyo a été l'occasion pour le VPM Guylain Nyembo de rappeler une série d'activités antérieures, qui visent toutes à raffermir les relations économiques et diplomatiques entre la RDC et le Japon. Il a cité la Table-Ronde et le Forum sur les Mines organisés respectivement en 2022 et en 2023 ; la participation du Président de la République, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à la TICAD 7 en 2019 à Yokohama (Japon), durant laquelle la RDC s'était engagée dans une nouvelle

dynamique de coopération bilatérale visant à nouer des partenariats stratégiques mutuellement bénéfiques dans les secteurs de la télédétection, des mines, de l'Energie, de l'industrie, des infrastructures et de la sécurité alimentaire...



Il a aussi évoqué l'engagement du Japon pris lors de la TICAD 8 à Tunis, en rapport avec les investissements du secteur privé. *« La RDC entend capitaliser sur la cinquième phase de l'Initiative d'Assistance Renforcée au secteur Privé en Afrique (EPSA 5), qui est un partenariat entre la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Gouvernement japonais pour la mobilisation des ressources en faveur du secteur privé africain », a-t-il dit.*

Cette coopération financière japonaise dont l'enveloppe s'élève à 5 milliards USD pour la période 2023-2025, permettra d'accompagner les initiatives de développement industriel des pays africains, dont la RDC

Une coopération fructueuse

« Il s'agit donc d'un réchauffement des relations entre les deux pays qui a posé de nouveaux jalons d'une coopération solide et prometteuse », a poursuivi le VPM. Cette nouvelle dynamique a déjà donné des résultats concrets : la signature d'un accord de coopération dans le secteur minier en décembre 2022 entre le Ministre des Mines de la RDC et le Ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon ; les visites de travail à Kinshasa des membres du Gouvernement japonais

et des Hauts Cadres de l'Administration japonaise en 2023 et en 2024. Parmi les initiatives dans le secteur de mines visant l'exploitation et l'implantation des unités locales de transformation, la RDC entend asseoir la coopération avec le Japon par des projets tels que ceux portés par EGC (Entreprise Générale du Cobalt) et OKAPI.



Ces projets consistent à enregistrer les exploitants miniers artisanaux dans le but d'assainir et de sécuriser la chaîne d'approvisionnement de minerais.

« Aujourd'hui encore, nous avons l'occasion de marquer un pas de plus dans cette coopération à travers ce Forum d'investissement », a assuré Guylain Nyembo. Avec, dans cet élan, des objectifs précis : la consolidation des acquis de la coopération dans le secteur minier à travers le rétablissement d'un contact direct avec les entreprises japonaises qui souhaitent investir dans ce secteur ; la relance de l'accompagnement dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture et des infrastructures ; la présentation de projets bancables pouvant bénéficier de financements par prêt concessionnel du Gouvernement japonais ; l'identification et l'implication des bailleurs de fonds japonais pour le financement du PNSD..

• Développement durable

Lancement du Cadre de Coopération RDC-ONU (2025-2029)

La première réunion du Comité de pilotage du Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Système des Nations Unies (SNU) pour la période 2025-2029, s'est tenue le 22 avril 2025, à Kinshasa. Co-présidée par le VPM Guylain Nyembo et Bruno Lemarquis, Coordonnateur résident du SNU en RDC, cette réunion a permis de présenter le nouveau CCDD et le Plan de travail conjoint pour 2025.



Guylain Nyembo, qui est intervenu par video-conference depuis le Japon, a réitéré à cette occasion, l'engagement du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, à « jouer pleinement son rôle stratégique, notamment dans le maintien de la cohérence des politiques publiques, mais également dans l'assurance d'une planification stratégique intégrée. »

Un partenariat stratégique

Bruno Lemarquis a salué, pour sa part, la tenue de cette première réunion qu'il a qualifié de « symbole fort d'un partenariat stratégique et d'un engagement commun en faveur d'un développement durable, inclusif et transformateur pour tous les Congolais et toutes les Congolaises. »



Pour rappel, ce Cadre de Coopération formalise un partenariat stratégique entre les deux parties, visant à accompagner la RDC dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Il met l'accent sur la croissance économique inclusive, la gouvernance efficace, l'accès aux services sociaux de base et la gestion durable des ressources naturelles.

• Tshopo

Le Gouverneur Lendongolia informé de l'état d'avancement du PDL-145T, estimé à 65% dans sa province

Le Gouverneur de la province de la Tshopo, Paulin Lendongolia, est sorti satisfait de l'audience que le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, lui a accordée le 6 mai 2025.



Cette audience était consacrée à l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) dans sa province, estimé à 65%.

« Nous continuons à bousculer les choses pour faire aboutir ce programme », a

déclaré le Gouverneur, soulignant la volonté ferme de l'exécutif provincial de répondre efficacement aux attentes des populations à travers la réalisation des infrastructures scolaires, sanitaires et socioéconomiques prévues dans le cadre du PDL-145T.

Le VPM Guylain Nyembo a, pour sa part, salué les avancées enregistrées, tout en réitérant l'engagement du

gouvernement central à soutenir l'ensemble des provinces dans la concrétisation de cette initiative structurante.

Opportunité historique de développement

Il a souligné que « le PDL-145T représente une opportunité historique de transformation du tissu social et

des territoires, dans une logique d'inclusion et de justice spatiale. ». Déployé sur l'ensemble du territoire national, le PDL-145T vise à réduire les inégalités de développement entre les milieux urbains et ruraux, en dotant chaque territoire d'infrastructures de base indispensables au bien-être des populations.

• Planification urbaine

La RDC veut s'inspirer du modèle égyptien de développement de nouvelles villes

Dans le cadre de la coopération bilatérale entre la République Démocratique du Congo (RDC) et la République Arabe d'Égypte, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a reçu, le 9 mai 2025, une délégation égyptienne conduite par Mahmoud Samih, Président-Directeur Général du groupe Mahmoud Samih Holding.

Leurs échanges ont porté sur le partage d'expériences en matière des réformes urbaines et de développement de nouvelles villes.



« Nous avons discuté de plusieurs projets structurants, notamment du transfert d'expertise égyptienne pour le développement urbain de Kinshasa et d'autres villes en RDC. Notre groupe est déterminé à contribuer à des projets concrets, à travers des investissements durables au service des Congolais », a

déclaré Mahmoud Samih, à l'issue de l'audience.

Le VPM Guylain Nyembo a salué cette initiative. Il a réaffirmé la volonté du gouvernement congolais de nouer des partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux crédibles, afin de relever les défis de l'urbanisation et de promouvoir un développement territorial équilibré. Cette rencontre illustre la vitalité de la coopération Sud-Sud et constitue une étape majeure vers la concrétisation de projets urbains innovants, porteurs d'une croissance urbaine durable en RDC.

• PDL-145T

Sixième CONA : priorités, mobiliser les financements et lancer les routes de desserte agricole

La sixième réunion du Comité Opérationnel National (CONA) du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), tenue en visioconférence le 15 mai 2025, a mis l'accent sur les solutions qu'il convient d'apporter aux problèmes qui freinent la mise en œuvre de cet important programme, dont le principal objectif est de réduire les inégalités socio-économiques entre les milieux urbains et ruraux. Il s'agit principalement des problèmes de financement et des routes de desserte agricole qui donnent accès aux différents chantiers.

Le VPM Guylain Nyembo, qui a présidé la réunion a interpellé à cette occasion, les ministères sectoriels, les agences d'exécution (PNUD, CFEF, BCeCo) et les partenaires techniques et financiers, à renforcer la coordination et à s'accorder sur des mécanismes innovants et fiables pour mobiliser et sécuriser les ressources financières, afin d'accélérer la mise en œuvre du PDL-145T.



Parmi les priorités évoquées pour les prochaines étapes, figure le lancement des travaux des routes de desserte agricole, élément clé pour désenclaver les zones rurales, faciliter l'accès aux chantiers et soutenir l'économie locale.

Le CONA a réaffirmé son ferme engagement à poursuivre les efforts nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs de ce programme, symbole de la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour un développement inclusif, durable et équitable à travers tout le territoire national.

RGPH-2 : Le VPM Guylain Nyembo échange avec la société japonaise TOPPAN_PR

Une délégation de la société japonaise TOPPAN_PR, conduite par son vice-président, Nicolas Jaouen, a été reçue le 15 mai 2025 par le VPM Guylain Nyembo, dans le cadre des préparatifs du 2ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2).

Au centre de leurs entretiens : les perspectives d'un appui technique au processus du RGPH-2, TOPPAN_PR proposant des solutions technologiques de collecte et de gestion des données pour établir un fichier national fiable ; et la présentation d'un projet pilote d'identification biométrique dédié aux athlètes congolais. Le Vice-Premier Ministre a salué cette initiative novatrice. Il a encouragé la tenue de séances techniques entre les équipes de TOPPAN_PR,



les services spécialisés du Ministère du Plan, et les différentes initiatives congolaises déjà engagées dans le processus de modernisation du recensement.

Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de renforcement des partenariats stratégiques pour garantir un recensement transparent, inclusif et technologiquement avancé, au service du développement planifié de la République Démocratique du Congo.

• Coopération

Guylain Nyembo active la diplomatie économique pour attirer les investisseurs chinois en RDC

Le Vice-Premier Ministre Guylain Nyembo s'est entretenu, le 19 mai 2025, avec l'Ambassadeur de Chine en République Démocratique du Congo (RDC), Zhao Bine, au sujet du renforcement du partenariat économique entre les deux pays.



Ils ont particulièrement évoqué la question de la mobilisation des hommes d'affaires chinois pour qu'ils puissent saisir les opportunités d'investissement qu'offre la RDC.

« Nous avons convenu de mieux coordonner nos efforts pour faire connaître aux hommes d'affaires chinois les politiques incitatives définies par le gouvernement congolais, afin d'attirer

davantage d'investisseurs chinois dans tous les domaines d'activités économiques en RDC », a déclaré Zhao Bine, à l'issue de leurs échanges.

Cette démarche portée par le VPM Guylain Nyembo s'inscrit dans la vision du Programme National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), qui fait de l'investissement privé national comme international un levier clé pour accélérer la transformation structurelle de l'économie congolaise.

• Santé publique/lutte contre le choléra et les maladies diarrhéiques

Guylain Nyembo réaffirme l'engagement du Gouvernement à protéger le capital humain

Le VPM Guylain Nyembo a réaffirmé, le 21 mai 2025 à Kinshasa, l'engagement du gouvernement congolais à protéger le capital humain, «*pilier essentiel du développement durable.*» C'était lors du lancement de l'atelier d'évaluation du Plan stratégique multisectoriel d'élimination du choléra et des maladies diarrhéiques (PMSEC-MD 2023-2027). «*Outre le fait de consister en un cadre d'évaluation du comportement de ces maladies dans le chef de nos populations, cet atelier nous offre l'opportunité de*

disposer de données actualisées dans la réalisation de cet objectif de santé publique », a-t-il déclaré, dans son discours de circonstance.

Cet atelier a permis de faire le point sur les progrès réalisés entre 2023 et 2024, de diagnostiquer les obstacles, de tirer les leçons des actions menées et de réajuster les stratégies, afin d'accélérer l'élimination durable du choléra en République Démocratique du Congo (RDC).



Approche multisectorielle de lutte contre le choléra

Le PMSEC-MD repose sur une approche multisectorielle impliquant

les ministères de la Santé, des Ressources hydrauliques et Électricité, de l'Éducation, de la Planification et de l'Administration territoriale. En tant que VPM du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo assume les fonctions de Président du Comité de Pilotage du Comité National d'Action de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement (CNAEHA).



L'implication des partenaires techniques et financiers, des autorités locales et de

la société civile est également jugée déterminante pour assurer l'efficacité et la durabilité des interventions.

Le choléra reste un défi majeur de santé publique en RDC, particulièrement dans les zones touchées par l'insécurité, le manque d'accès à l'eau potable et l'assainissement insuffisant.

• Université de Kinshasa

Guylain Nyembo face aux étudiants : « **La politique est utile lorsqu'elle débouche sur des solutions concrètes pour les citoyens.** »

Lors d'une matinée scientifique organisée par la Faculté des Sciences sociales, administratives et politiques de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), le 22 mai 2025, le Vice-premier Ministre Guylain Nyembo a présenté les grandes lignes de la mission du ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, et son rôle stratégique dans la coordination de la politique nationale de développement, devant les étudiants de 2ème licence en Sciences politiques et Management public.



Cette rencontre s'inscrivait dans la dynamique de rapprochement entre le monde académique et les institutions de la République, pour permettre aux étudiants de confronter la théorie à la réalité du fonctionnement de l'administration publique. « Notre mission consiste à planifier et à programmer le développement économique et social du pays, a expliqué à cet effet Guylain Nyembo, aux jeunes étudiants.

Cela inclut la planification stratégique, la budgétisation, le suivi-évaluation des politiques publiques, ainsi que la coordination intersectorielle pour garantir la cohérence de l'action gouvernementale. »

Devenir des « porteurs de solutions »

Le Vice-premier Ministre a précisé à ce propos qu'un ministère n'est pas un simple espace d'observation, « mais un levier de transformation. » Il a ainsi mis l'accent sur la culture du résultat. « *La politique est utile lorsqu'elle débouche sur des solutions concrètes pour les citoyens* », a-t-il expliqué. Il a alors réaffirmé sa foi en la jeunesse congolaise, qu'il considère comme la première richesse du pays : « *Nous devons accompagner et valoriser ceux qui incarnent l'excellence, l'innovation et l'engagement. Je vous invite à devenir des porteurs de solutions face aux défis qui se posent à notre société.* »



S'exprimant au nom du Département des Sciences Politiques et Administratives, le professeur Marcel Masala Mangituka a salué cette initiative : « *Cette séance académique d'excellence vise à permettre aux étudiants de mieux appréhender les rôles et responsabilités des institutions publiques, notamment dans les domaines de la gouvernance et du développement national.* »

Moment précieux d'apprentissage

Les échanges entre Guylain Nyembo et les étudiants ont été très nourris, notamment sur les mécanismes de coordination de l'aide internationale, les défis du développement national, et les enjeux de la planification à moyen terme.

Sa présence parmi nous « *témoigne d'une volonté réelle de rapprochement entre décideurs et la jeunesse. Nous avons vécu un moment d'apprentissage précieux qui éclaire les réalités de la gestion publique* », a déclaré à la fin de cette matinée scientifique Michel Dende, chef de promotion de L2 Sciences Politiques et Management.

• Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2) La RDC affine les préparatifs avec l'appui de l'UNFPA

Le 27 mai 2025, le VPM du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a fait le point avec Mady Biaye, Représentant

Résident du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en République Démocratique du Congo (RDC), sur l'état d'avancement des

préparatifs du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2). « *Toutes les phases préparatoires se déroulent normalement.*

La cartographie censitaire est bien avancée. Nous allons bientôt revisiter le calendrier avec l'équipe technique pour enclencher la phase active du recensement », a indiqué Mady Biaye, à l'issue de l'échange.

Un recensement porteur de développement

Attendu depuis plus de 40 ans, ce recensement constitue une des priorités stratégiques majeures pour la RDC.



Avec des données démographiques et socio-économiques actualisées,

le pays entend poser des fondations solides pour une gouvernance publique efficace, susceptible de répondre aux défis du développement durable. Conformément à la vision du Gouvernement, ce processus bénéficie d'un soutien constant de l'UNFPA et d'autres partenaires techniques et financiers, engagés à garantir la transparence, la rigueur méthodologique et le respect des normes internationales tout au long de ce processus.

• ITIE-RDC

Création d'une Task-force pour la gouvernance forestière

Une task-force pour la gouvernance forestière a été créée le 29 mai 2025, lors de la 133ème Réunion Ordinaire du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives), tenue au ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, à Kinshasa.



Cette structure aura pour mission de piloter la mise en œuvre des engagements de la République Démocratique du Congo (RDC), dans le cadre de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI), en lien avec la lutte contre la déforestation,

la transparence dans la gestion des ressources forestières, et la bonne gouvernance environnementale.

ITIE, instrument stratégique...

Le Vice-premier Ministre, Ministre du Plan et de Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo qui avait présidé cette réunion consacrée aux avancées du processus ITIE en RDC en perspective de la prochaine validation internationale prévue en 2026, avait réaffirmé à l'occasion, l'engagement du pays pour la bonne gouvernance dans la gestion de ses ressources naturelles. « L'ITIE est un instrument stratégique. Dans le contexte sécuritaire actuel, notamment à l'Est, il nous faut renforcer cet outil pour répondre aux attentes en matière de transparence, rassurer les investisseurs et garantir une gestion équitable de nos ressources », avait-il déclaré.

La réunion avait également mis en lumière une amélioration notable de

la situation financière de l'ITIE-RDC. Mais les défis subsistent.



Le Comité de pilotage avait notamment évoqué un cas de non-respect des règles de participation de la société civile, rappelant l'importance d'un environnement ouvert, inclusif et équitable pour assurer l'efficacité du processus ITIE.

En clôturant les travaux, Guylain Nyembo avait salué le travail rigoureux de l'équipe de coordination de l'ITIE-RDC, et réaffirmé la volonté du Gouvernement de faire de la transparence un pilier de la souveraineté économique du pays.

• RDC/Développement Durable

Lancement de la Feuille de route nationale pour la mise en œuvre des ODD

Le VPM Guylain Nyembo a lancé, le 29 mai 2025, la Feuille de route nationale pour l'accélération de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), lors d'une cérémonie organisée à l'Hôtel du Gouvernement à Kinshasa.



Adoptée lors de la 23ème réunion du Conseil des ministres, le 22 février 2025, cette feuille de route traduit la volonté du Gouvernement de convertir les engagements internationaux en actions concrètes à l'échelle nationale, en cohérence avec l'Agenda 2030 des Nations Unies et le Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

« Ce document ne se limite pas à une vision. Il constitue notre boussole pour moderniser nos infrastructures, améliorer l'accès aux services sociaux de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'électricité, tout en promouvant une gouvernance efficace et transparente », avait déclaré à l'occasion, Guylain Nyembo.

Six axes prioritaires de développement

La feuille de route repose sur six axes prioritaires, considérés comme des leviers clés pour accélérer les progrès : renforcement du capital humain ; gouvernance et institutions ; Infrastructures économiques ; transition écologique ; développement du secteur privé ; intégration territoriale. Cette approche vise à lever les principaux blocages au développement à travers des réformes ambitieuses, des investissements publics ciblés et une coordination renforcée entre les différents acteurs.



Présent à cette cérémonie, Bruno Lemarquis, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU) en RDC, a salué cette initiative et réaffirmé le soutien total des Nations Unies à travers le Cadre de coopération 2025–2029 : « *Ce plan est une opportunité pour catalyser des politiques transformatrices qui s'attaquent aux causes structurelles du sous-développement. Le Système des Nations Unies reste engagé aux côtés du Gouvernement pour appuyer sa mise en œuvre* », avait-il déclaré.

Des indicateurs à améliorer Malgré les progrès observés dans certains domaines - tels que la scolarisation, les soins de santé primaires ou le développement des infrastructures rurales à travers le PDL-145T - de nombreux indicateurs restent en-deçà des cibles mondiales. Cette feuille de route vise à corriger ces écarts, recentrer les efforts et mobiliser les ressources avec rigueur, redevabilité et ambition.

Début de la vulgarisation du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028)

Le VPM Guylain Nyembo a procédé au lancement, le 29 mai 2025, du processus de vulgarisation du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) pour l'exercice 2024-2028, lors d'un atelier national tenu à l'Hôtel Béatrice, à Kinshasa. Validé techniquement le 3 octobre 2024, le nouveau PNSD est le fruit d'un travail collectif entamé en 2022. Il a mobilisé les institutions nationales, les administrations provinciales, la société civile, le secteur privé, les communautés locales, les partenaires techniques et financiers, et des citoyens engagés.

(RDC) à l'horizon 2050. Il vise à hisser le pays parmi les économies émergentes, stables et résilientes. Il est axé sur cinq domaines de concentration des efforts : diversification de l'économie pour sortir de la dépendance aux matières premières brutes ; aménagement du territoire et développement d'infrastructures structurantes ; développement du capital humain, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi ; amélioration de la gouvernance et de la sécurité nationale ; développement durable et équilibré des provinces, avec une forte territorialisation de l'action publique.

Contrat social renouvelé entre l'Etat et les citoyens

Pour Guylain Nyembo, le PNSD n'est pas un simple document de planification : « *Plus qu'un document stratégique d'orientation, il se conçoit tel un contrat social renouvelé entre l'État et les citoyens.*



C'est cette dimension qui a commandé que le processus de son élaboration soit le plus inclusif possible, gage d'une concertation multisectorielle et d'un diagnostic rigoureux fondé sur de fortes considérations techniques. » Conseiller économique au PNUD/ RDC, Taib Diallo a salué l'approche inclusive adoptée par la RDC et appelé à une meilleure synergie entre les partenaires au développement : « *Il est temps d'aligner nos programmes et ressources sur la vision du pays, pour un impact durable. Le PNSD nous offre ce cadre commun.* »

Guylain Nyembo a annoncé, à cette occasion, le déploiement du Système d'Information pour le Suivi des Actions Gouvernementales (SISAG), qui permettra de renforcer la redevabilité, la transparence et l'efficacité de l'action publique.



Adopté en Conseil des Ministres le 6 décembre 2024, ce Plan est arrimé à la vision de développement de la République Démocratique du Congo

« **Le PDL-145T ne fait que commencer. L'impact réel est à venir...** », Guylain Nyembo, devant une Commission de l'Assemblée nationale

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a rassuré, le 3 juin 2025, les députés membres de la Commission « Aménagement du territoire, Infrastructures et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication » de l'Assemblée nationale, au sujet de l'évolution du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T). « **Le PDL ne fait que commencer. L'impact réel, celui qui changera la vie de nos concitoyens dans les coins les plus reculés, est à venir. C'est dans les routes, l'agriculture et les économies locales [prochaines étapes du programme], que se trouvent l'emploi, le revenu et le bien-être** », a-t-il assuré.

Reconnaissant les difficultés rencontrées sur le terrain, Guylain Nyembo a souligné le contexte sécuritaire et budgétaire dans lequel évolue le PDL-145T, dont l'objectif est de corriger



les inégalités entre les milieux urbains et ruraux : « *La République est attaquée à l'Est depuis 2022. Cela pèse lourdement sur les finances publiques. Malgré cela, le programme tient le coup.* »

Travailler ensemble pour la réussite du PDL-145T

Il a aussi expliqué le retard dans l'exécution des travaux durant le volet 1 du programme (construction des écoles, des centres de santé et des bâtiments administratifs) par les difficultés d'accès aux chantiers, du fait du mauvais état des routes.

« *On devait commencer par les routes. Mais les fonds n'étaient pas disponibles. Ce que nous constatons aujourd'hui est donc cohérent avec la manière dont le projet a été lancé.* »

Devant cette Commission, il a renouvelé son credo dans ce programme qui, a-t-il dit, répond aux attentes du Président de la République, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et de nos concitoyens.

« *Même si la population n'en parle pas toujours, c'est un programme que nous prenons très au sérieux* », a-t-il affirmé.

En rapport avec la polémique entretenue autour du PDL-145T, Guylain Nyembo a lancé un appel au dépassement des querelles politiques :

« *Il ne faut pas vilipender notre pays. Il ne s'agit pas de parler en désordre, en accusant de détournements là où il n'y en a pas. Le plus important, c'est de travailler ensemble, députés, ministres, structures techniques, pour la réussite du PDL.* »

PDL-145T : « Mettons nos efforts en commun pour faire aboutir ce programme porteur d'espoir », Guylain Nyembo, à la Commission ECOFIN de l'AN

Après la Commission « Aménagement du territoire, Infrastructures et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication », le Vice-Premier Ministre Guylain Nyembo s'est à nouveau exprimé sur l'état d'avancement du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), le 4 juin 2025, devant les députés membres de la Commission « Économie et Finances (ÉCOFIN) » de l'Assemblée nationale.



Il leur a exprimé sa volonté de renforcer

la coordination interinstitutionnelle et d'associer davantage les députés à la réussite du PDL-145T. « *Je sollicite votre accompagnement afin de faire aboutir ce programme qui a besoin d'une nouvelle impulsion. Mettons nos efforts en commun, surtout pour la population qui attend beaucoup du PDL-145T.* »

Mobiliser les ressources additionnelles...

Le Vice-Premier Ministre leur a aussi fait un rapport précis sur le volet 1 du programme (construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs), et sur les défis qui retardent l'évolution des travaux (mauvais état des routes, problème de financement...) « *Le Gouvernement déploie de gros moyens pour matérialiser cette vision de développement équitable,*

en mettant l'accent sur la transparence, la redevabilité et la nécessité d'une synergie renforcée entre pouvoirs publics », a-t-il rassuré.

L'attention des députés a, enfin, été attirée sur la nécessité de mobiliser des ressources additionnelles pour garantir le lancement du volet 2 du programme, consacré aux routes de desserte agricole, en lien avec les objectifs de désenclavement, de transformation locale et de diversification économique. Les échanges se sont déroulés dans un climat constructif, marqué par l'engagement partagé de finaliser le premier cycle du programme, conformément aux orientations du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

• Coopération

Lancement officiel du nouveau cycle du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) des Nations unies en RDC

Le nouveau cycle du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en République Démocratique du Congo (RDC) pour la période 2025-2029, a été conjointement lancé le 5 juin 2025, à l'hôtel Rotana à Kinshasa, par le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo, et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en RDC, Bruno Lemarquis. Ce nouveau cycle fait suite à une demande expresse formulée par le Président de la République, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, en vue d'intensifier les efforts de stabilisation, de justice et de résilience communautaire dans le pays.

« Pour le Chef de l'État, le Gouvernement de la République et moi-même, l'engagement collectif en faveur de la restauration définitive de la paix sur l'ensemble du territoire national constitue un impératif non négociable », a affirmé Guylain Nyembo à cette occasion.



Il a indiqué à ce sujet que la paix constitue la condition sine qua non du développement durable, socle de toute ambition d'émergence pour la RDC.

Trois axes d'intervention prioritaires

Le nouveau cycle du PBF s'articule autour de trois axes d'intervention prioritaires : renforcement de la gouvernance et de la cohérence des mécanismes de consolidation de la paix et de prévention des conflits (appui ciblé à l'efficacité des institutions et à leur coordination sur le terrain) ; soutien à la résilience des communautés vulnérables (interventions centrées sur les causes profondes des conflits, notamment

celles liées aux ressources naturelles, minières et foncières) ; et protection des civils, sécurité, droits humains et justice (priorité renforcée dans le contexte du désengagement progressif et responsable de la Monusco).

Le lancement du nouveau cycle a aussi permis d'évaluer les résultats concrets des projets soutenus par le PBF au cours du cycle précédent, dans les provinces du Tanganyika, du Kasai, du Kasai Central et du Sud-Kivu. Ils ont trait à la cohésion sociale, à l'accès à la justice de proximité, à la lutte contre les violences basées sur le genre et à la médiation locale. De nouveaux besoins prioritaires, propres à chaque province, ont également été identifiés pour assurer la continuité et la durabilité des efforts engagés. En tenant compte des leçons apprises, le nouveau cycle du PBF entend renforcer l'appropriation locale des projets, en s'alignant davantage sur les priorités nationales définies par le gouvernement congolais.

• Dialogue Gouvernement-Secteur privé

La FEC plaide pour l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques

Dans le cadre du dialogue entre le Gouvernement et le secteur privé, le Vice-Premier Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a reçu, le 6 juin 2025 dans son cabinet de travail, une délégation de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), dans le but de renforcer le partenariat stratégique pour le développement économique du pays.



Conduite par son Président national, Robert Malumba, la délégation était venue faire un plaidoyer auprès du

Vice-Premier Ministre, sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des réformes économiques structurelles en cours dans le pays, en vue de favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé. La FEC a mis un accent particulier sur : l'harmonisation du Code des investissements pour rendre le pays plus attractif et compétitif sur le plan régional ; l'institutionnalisation d'un cadre formel de concertation périodique entre la FEC et les instances gouvernementales ; et la création des conditions stables et prévisibles propices à l'initiative privée et à l'investissement productif.

Les assurances de Guylain Nyembo à la FEC

En réponse à ces préoccupations, Guylain Nyembo a rappelé l'engagement constant du Gouvernement à soutenir le développement du tissu entrepreneurial,

conformément à la vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Il a salué la volonté de la FEC de contribuer de manière proactive à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques économiques, réitérant par la même occasion la disponibilité de son ministère à œuvrer en synergie avec le secteur privé, pour faire du climat des affaires un véritable levier de transformation économique.

Les deux parties ont en outre abordé la question des préparatifs de la participation de la RDC à la rencontre du patronat francophone, en juillet 2025. La FEC a sollicité l'accompagnement du Ministère afin de renforcer la présence et la visibilité économique de la RDC sur la scène internationale, et de promouvoir les opportunités d'investissement qu'offre le pays.

• Développement

Conférence de Programmation des Investissements Publics : « **Créer des richesses et poursuivre résolument le processus du développement** », Guylain Nyembo

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a rappelé, lors du lancement officiel de la Conférence de Programmation des Investissements Publics (CPIP) pour l'exercice budgétaire 2026, le 12 juin 2025, que cette conférence organisée avec le concours du Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF) était très attendue, dans le but de « *créer des richesses et poursuivre résolument le processus du développement.* »

Quatre grands objectifs

La CPIP poursuit en effet quatre principaux objectifs : la sélection



rigoureuse des projets d'investissement public, en tenant compte de leur pertinence et de leur impact socio-économique ; l'alignement des projets avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) qui définit les grandes priorités nationales à l'horizon 2030 ; la préparation des prochaines Conférences budgétaires 2026,

essentielles pour la planification financière de l'État ; le renforcement de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des finances publiques, conformément aux réformes engagées en matière de gouvernance économique.

À travers cette initiative, le gouvernement réaffirme sa volonté d'instaurer une gestion efficace, stratégique et responsable des finances publiques. Il s'agit également de garantir que chaque dollar investi dans les projets publics contribue réellement à la création d'emplois, à la lutte contre la pauvreté et à la modernisation des infrastructures.

• Innovation numérique

Le Gouvernement adopte le SISAG, le nouvel outil de suivi des actions publiques

La République Démocratique du Congo (RDC) a franchi une nouvelle étape dans la réforme de l'action publique avec l'adoption, le 13 juin 2025 en Conseil des ministres, du Système d'Information de Suivi des Actions Gouvernementales (SISAG). Ce nouvel outil, entièrement numérique, constitue le socle technologique du Mécanisme National de Suivi des Actions Gouvernementales (MeSAG).



Conçu sous l'impulsion de la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka et

piloté par le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo Mbwizya, le SISAG permet de centraliser, de manière dynamique et interactive, l'ensemble des données relatives à l'exécution du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028. Grâce à des tableaux de bord actualisés en temps réel, les décideurs peuvent désormais suivre, mesurer et corriger l'exécution des engagements gouvernementaux.

Offrir une meilleure lisibilité à la population

Ce dispositif assure en effet un suivi rigoureux et transversal des projets ministériels prioritaires ; l'identification rapide des retards, goulots d'étranglement ou défaillances structurelles ; la production des rapports objectifs fondés sur des

données fiables ; et une interopérabilité stratégique avec des institutions telles que l'Institut National de la Statistique (INS), le Secrétariat national de renforcement des capacités (SENAREC) ou l'Agence pour le Développement du Numérique (ADN).

Le SISAG permettra ainsi, non seulement d'objectiver les performances des administrations, mais aussi d'offrir à la population une meilleure lisibilité sur l'action publique, dans un contexte où la transparence et la confiance entre gouvernants et gouvernés sont essentielles. Le déploiement du dispositif est prévu dès le 3^e trimestre 2025. À moyen terme, le mécanisme prévoit une extension vers les provinces, pour permettre un suivi effectif des investissements locaux et une meilleure articulation entre les niveaux national et décentralisé.

• Coopération au développement

Le VPM Guylain Nyembo échange sur de nouveaux partenariats avec le groupe français Smart

Agissant au nom de la Première Ministre, Judith Suminwa Tuluka, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a échangé, le 18 juin 2025, avec Bernard Chaussegros, Directeur Général du groupe français Smart Group, sur les perspectives de partenariat économique entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le secteur privé international.

L'entretien a porté sur le financement des projets structurants, la transition énergétique et la valorisation durable des ressources naturelles, le déploiement des solutions d'intelligence artificielle au service de l'administration publique et des services sociaux, le renforcement des capacités nationales et la restructuration

et modernisation des institutions. « Avec le VPM, nous avons trouvé des axes de convergence entre notre vision et les actions du gouvernement », a déclaré Bernard Chaussegros, à l'issue de l'échange.



Portes ouvertes aux partenaires sérieux...

Le VPM Guylain Nyembo a affirmé la disponibilité du Gouvernement à accueillir des partenaires sérieux,

porteurs de projets alignés sur les priorités nationales et respectueux des principes de transparence, d'inclusion et de durabilité. Fort de son expérience dans l'accompagnement des États, Smart Group a exprimé sa volonté de proposer à la RDC des solutions innovantes et adaptées, tout en s'appuyant sur les dynamiques locales et la vision gouvernementale en matière de développement.

Le groupe français a mis un accent particulier sur l'initiative « La Porte du Futur », un projet structurant porté par la diaspora congolaise établie en France. Cette plateforme vise à connecter innovation, investissement et développement territorial, dans une logique de transformation endogène.

• Etat des lieux du PDL-145T

Le VPM Guylain Nyembo fait le point avec les PTFs et les Sénateurs du Nord-Ubangi

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a eu deux importantes activités autour du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), le 19 juin 2025 : d'abord avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) du Gouvernement, ensuite avec les Sénateurs de la province du Nord-Ubangi.



Au Pullman Hôtel de Kinshasa, le briefing avec les PTFs portait sur les avancées du PDL-145T, le renforcement de la coordination et de la transparence, l'alignement des actions du programme avec celles des PTFs, l'identification des possibles synergies avec les PTFs dont les projets et programmes d'appui au développement rencontrent les objectifs

du programme. Reconnaissant l'importance du rôle des PTFs dans la réussite du PDL-145T, Guylain Nyembo a plaidé, à cette occasion, pour une gouvernance partagée, une redevabilité conjointe et une synergie renforcée pour maximiser l'impact du programme auprès des populations bénéficiaires. Les PTFs ont pour leur part, formulé des recommandations, notamment l'accélération des procédures de décaissement de fonds, le renforcement des capacités locales, l'optimisation du suivi-évaluation, et la mise en place de mécanismes durables de financement et de coordination multisectorielle.

Le VPM salue le suivi de proximité du PDL-145T

Reçue dans la mi-journée dans son cabinet de travail, la délégation de Sénateurs du Sud-Ubangi était venue s'enquérir auprès du VPM Guylain Nyembo, de l'état d'avancement du PDL-145T dans les quatre territoires de cette province.

« Nous avons obtenu des réponses adéquates. Chacun de nous a pu prendre la mesure de ce qui a été fait jusqu'ici. Nous allons répercuter ces informations auprès de notre base », a déclaré Giala Mobutu, qui conduisait la délégation.



Guylain Nyembo a salué l'implication des parlementaires dans le suivi de proximité de ce programme stratégique, gage de redevabilité et d'efficacité. Il a par conséquent réaffirmé l'engagement du Gouvernement à conduire le PDL-145T à bon port, conformément à la vision du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de doter chaque territoire d'infrastructures socio-économiques de base.

RDC/PBF : Guylain Nyembo préconise la création d'un cadre de travail permanent pour le P-DDRCS

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo Mbwizya, a souligné l'importance d'établir un cadre de travail permanent entre les équipes techniques du Ministère du Plan et celles du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS), en vue d'assurer une mise en œuvre cohérente et concertée des actions sur le terrain. C'était lors de l'audience qu'il a accordée le 19 juin 2025 à son cabinet de travail, au Coordonnateur national du P-DDRCS, Jean de Dieu Désiré Ntanga Ntita.

Ce dernier était venu parler au Vice-Premier Ministre de cet important programme national visant à favoriser la paix durable.



Le programme, qui soutient la réinsertion des ex-combattants dans la société, est également la structure nationale de référence pour l'orientation et la mise en œuvre des actions de stabilisation. « Les échanges ont permis d'examiner les modalités de mise en place d'un mécanisme de suivi et de collaboration renforcée, en vue de créer une relation de travail plus fluide et continue. Cela facilitera le partage d'informations, les échanges des données et le reporting des progrès accomplis [par le P-DDRCS] », a indiqué Désiré Ntita, à l'issue de l'entretien avec Guylain Nyembo.

Exigences de transparence et de redevabilité

Le Vice-Premier Ministre a fait observer que l'optimisation des ressources mobilisées à travers plusieurs partenariats dont celui avec le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF), l'amélioration de la remontée des données et le reporting régulier sur les résultats obtenus, sont des exigences nécessaires pour garantir la transparence et la redevabilité vis-à-vis des partenaires techniques et financiers (PTF).

Depuis sa création par l'ordonnance No 21/038 du 4 juillet 2021, le P-DDRCS fait partie des programmes prioritaires du Gouvernement qui tiennent à cœur le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à l'instar d'autres programmes, notamment le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).

2^e édition de la semaine congolaise de l'énergie « Le secteur de l'énergie constitue un levier stratégique pour le PNSD », Guylain Nyembo

Le Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, Guylain Nyembo a rappelé, lors de la clôture de la 2^e édition de la Semaine congolaise de l'énergie, le 26 juin 2025 à Kinshasa, que ce secteur constitue « un levier stratégique » dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028).



Organisée par l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité (ARE), cette semaine avait réuni pendant trois jours, des décideurs publics, des partenaires techniques, des opérateurs privés et

experts du secteur pour débattre de grands enjeux de l'électrification en République Démocratique du Congo (RDC). La réunion a permis d'évaluer les avancées, d'identifier les obstacles persistants et de proposer des pistes concrètes pour accélérer l'accès à une énergie fiable et durable à l'ensemble du territoire national.

Modèle de dialogue public-privé

A cette occasion, Guylain Nyembo a qualifié l'initiative d'organiser cette semaine de « modèle de dialogue public-privé », en parfaite cohérence avec la vision du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, en matière de transformation structurelle du pays. Il a ainsi encouragé l'ARE à institutionnaliser cette semaine, en tant qu'un « outil de pilotage du secteur »,

et non comme un simple rendez-vous annuel.



Le Vice-Premier Ministre a enfin mis l'accent sur la dimension transversale de son ministère, appelant à une solidarité gouvernementale renforcée pour l'atteinte des objectifs de développement durable. « Là où il est question de développement, le Ministère du Plan est toujours au cœur de l'action », a-t-il rappelé.



Équipe de rédaction du magazine

Directeur de la publication

Guylain Nyembo Mbwezya,
*Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan
et de la Coordination de l'Aide au
Développement*

Directrice de la rédaction

Melissa Lubanzadio,
Conseillère en communication

Rédacteur en chef

Godefroid Bwiti Lumisa
Chargé d'études/Rédacteur Principal

Production

Cellule de communication et médias du cabinet du VPM Plan et CAD

Melissa Lubanzadio
Conseillère en communication

Godefroid Bwiti Lumisa
Chargé d'études/Rédacteur Principal

Benjamin Mutamba
Attaché de presse

Idantiti Communication

Agence de communication

Eunice Mputu
Hillary Muongo
Médiathèque

Joël Batala
Graphiste

Christian Lemisa
Photographe

Yannick Mata
Chansel Matondo
Photo/Vidéo

Secrétariat Général du Ministère
La DANTIC



Le Pivot-Sentinelle



MINISTÈRE DU PLAN
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT



Ministère du Plan et de la Coordination
de l'Aide au Développement

 plan.gouv.cd

4155, Rue des Coteaux, Petit Pont, Kinshasa - Gombe
Tél. : +243990055549 • E-mail : info@plan.gouv.cd
www.plan.gouv.cd

